

Il reste à Valls à interdire le FN et annuler les élections



Nous connaissons tous les coups de sang de notre Premier ministre dans l'hémicycle et son incapacité à se contrôler dès qu'une question le contrarie. Mais plus la situation du pays s'aggrave et plus il perd les pédales, pratiquant l'insulte à l'encontre de ses adversaires comme aucun de ses prédécesseurs ne l'avait jamais fait. Curieuse conception du débat démocratique...

On l'a déjà vu accuser l'opposition d'être responsable du terrorisme, rien que ça !

On l'a entendu dire récemment à une candidate du Front National, "Vous n'êtes ni la République, ni la France", ce qui est une insulte à la démocratie.

Et à la veille des régionales qui annoncent une véritable Bérézina pour son camp, il vient de déclarer "qu'il est hors de question de laisser le FN remporter une région, tout devra être fait pour l'empêcher".

Et que compte t-il faire exactement en cas de victoire du FN, malgré le front républicain qui va se mettre inévitablement en place ?

- Supprimer le Front National ?
- Annuler les élections ?
- Faire un troisième tour dans la rue ?

Et la démocratie dans tout ça, où est-elle ? On nous a déjà supprimé la liberté d'expression, va t-on nous limiter le

droit de vote ?

En prononçant ces mots agressifs, le chef du gouvernement insulte des millions d'électeurs patriotes. Il leur dénie tout simplement le droit élémentaire de choisir leur candidat, en bon démocrate qu'il est ! Où est donc la cohérence monsieur le Premier ministre ? Ou bien le Front National n'est pas un parti républicain et il faut l'interdire, ou bien il a toute sa place dans la vie politique et vous devez respecter le choix des électeurs et le verdict des urnes, que cela vous plaise ou non.

Tout d'abord, monsieur Valls semble oublier que le peuple français ne l'a pas attendu pour bâtir une démocratie, laquelle s'est construite dans la douleur avec la révolution de 1848. Et le droit de vote, les citoyens l'ont conquis peu à peu depuis le suffrage censitaire de 1791 jusqu'au suffrage universel féminin de 1944.

Ensuite, il paraît utile de lui rappeler quelques principes élémentaires de notre démocratie, qu'il semble évacuer un peu vite.

La France est un Etat de droit, qui a adopté le suffrage universel et qui préserve les libertés publiques élémentaires (droit de circuler librement, liberté d'opinion et d'expression, du moins ce qu'il en reste). Et si l'article 2 de la Constitution lui a échappé, celui ci dit bien que la démocratie est "le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple". TOUT le peuple y compris les opposants à monsieur Valls...

Par conséquent la fonction de Premier ministre ne lui donne aucun droit sur le peuple de France, mais lui impose le devoir de le servir et de veiller à sa sécurité. En France, il n'y a plus ni suzerain, ni sujets, mais seulement des citoyens libres.

Puisque notre pays a fait du jeune Catalan qu'il était, son Premier ministre pour le gouverner, que celui ci ait au moins le respect des principes républicains, à commencer par l'acceptation du verdict des urnes, quel qu'il soit. Car si le peuple souverain, qui l'a conduit à Matignon à la suite des

élections, décide de le remercier avec sa majorité, c'est son droit le plus absolu.

Et que monsieur Valls sache que si le vote FN explose malgré la diabolisation et les procès en incompétence que lui font encore nos élites, c'est tout simplement parce que son bilan est encore plus calamiteux que celui de ses prédécesseurs.

Car sa politique a totalement échoué. Un chômage record, une dette abyssale, un déclassement économique sans cesse sanctionné par les agences de notation, une insécurité galopante et une immigration devenue incontrôlable. Est-ce là un bilan à racoler les foules ? Soyons sérieux.

De Marseille à Calais c'est le règne du désordre et de la violence. A Marseille, devenue le Chicago des années trente, on règle ses comptes à la Kalachnikov au rythme de deux morts par mois en moyenne.

A Calais, le nombre de migrants a doublé en trois semaines. Ce sont 6000 candidats au paradis anglais qui mobilisent des centaines de policiers et gendarmes, lesquels sont fatigués de cette mission sans résultat qui n'a pas de fin. Et que dire de l'exaspération de la population locale que personne n'écoute. Et que fait le gouvernement ? Il évacue par avion et à prix d'or une poignée de migrants vers Toulouse ou Perpignan. Des migrants qui sont de retour à Calais trois jours plus tard ! Monsieur Valls vide la baignoire à la petite cuiller en laissant le robinet ouvert et il pense maîtriser la situation ! C'est hallucinant.

Dans notre France de 2015 on peut brûler 45000 voitures par an en toute impunité. On peut détrousser les voyageurs sans crainte, dans les trains ou les bus. On peut couper les autoroutes pendant 24 heures, saccager une ville comme Moirans sans grand risque. C'est le retour des coupe-jarrets sur nos routes.

Avec des peines de prison devenues l'exception, la politique sécuritaire du PS fait peur aux honnêtes citoyens et encourage les malfrats. C'est cela le vrai bilan de la majorité, et ce n'est pas la politique des quotas imposée par Angela Merkel et que le PS a acceptée, qui va arranger la situation. On court à

la catastrophe. Des millions de déshérités sont aux portes de l'Europe. Tous les pays ferment peu à peu leurs frontières parce que la situation est devenue ingérable.

Par conséquent, monsieur le Premier ministre, ne soyez pas étonné que des millions de patriotes qui aiment leur pays et ont peur pour l'avenir de leurs enfants, se jettent dans les bras de Marine Le Pen qui est la seule à vouloir redonner au peuple la maîtrise de son destin. Et soyez assuré du fait que plus vous refuserez d'écouter les aspirations du peuple, plus vous serez rejetés, vous et vos amis Républicains. Que vous le vouliez ou non, c'est le peuple de France qui aura tôt ou tard le dernier mot. Si ce n'est pas en 2017 ce sera en 2022.

Une nation millénaire qui s'est forgée au fil des siècles dans le sang et les larmes, n'acceptera JAMAIS de devenir une mosaïque de communautés qui refusent de partager un même destin. On ne saccage pas impunément 1500 ans d'histoire.

Il serait temps que les ténors de l'UMPS le comprennent au lieu de nous bassiner avec leur vision délirante de la société multiculturelle de demain. Cette société, les Français n'en veulent pas et ils votent en conséquence. La grande aventure du marinisme ne fait que commencer.

Jacques Guillemain